

**Convention collective**

IDCC : 9631. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
(PUY-DE-DÔME)  
(25 octobre 1978)**

(Etendue par arrêté du 11 avril 1979,  
*Journal officiel* du 27 avril 1979)

**AVENANT N° 83 DU 7 SEPTEMBRE 2009**

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : *AGRS0997223M*

IDCC : 9631

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Puy-de-Dôme ;

L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Puy-de-Dôme ;

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et des pépinières ;

Le syndicat des maraîchers ;

La fédération départementale des CUMA ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CGT-FO ;

Le syndicat départemental agroalimentaire CFDT du Puy-de-Dôme ;

L'union départementale CFE-CGC ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations professionnelles et syndicales visées ci-dessus ont souhaité mettre en place au sein des entreprises relevant du champ d'application de la présente convention un régime de prévoyance obligatoire ayant pour objet de garantir les salariés non cadres en cas d'incapacité temporaire de travail, d'incapacité permanente de travail et de décès.

## Article 1<sup>er</sup>

Les articles 73, 74, 75, 76 et 77 du chapitre XIII *bis* de la convention collective des exploitations agricoles du Puy-de-Dôme du 25 octobre sont ainsi annulés et remplacés par les articles suivants :

### « Article 73

#### *Garantie incapacité temporaire de travail liée à un accident de travail, de trajet ou maladie professionnelle*

##### 1. Conditions et modalités d'indemnisation

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par un arrêt de travail et ouvrant droit aux indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale, les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires versées par Agri-Prévoyance, à la condition toutefois de justifier d'une ancienneté de 3 mois continus dans l'entreprise.

Le versement des indemnités journalières complémentaires intervient dès le premier jour en cas d'arrêt consécutif à un accident du travail, de trajet, ou de maladie professionnelle.

##### 2. Montant de l'indemnisation

Les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires, versées par Agri-Prévoyance, soit égale à :

- en cas d'arrêt consécutif pour accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle :
  - du 1<sup>er</sup> au 7<sup>e</sup> jour : 20 % du salaire brut ;
- pendant la période d'indemnisation au titre de la mensualisation :
  - de 1 à 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 30 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 30 jours à 70 % ;
  - de 6 à 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 40 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 40 jours à 70 % ;
  - de 11 à 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 50 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 50 jours à 70 % ;
  - de 16 à 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 60 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 60 jours à 70 % ;
  - de 21 à 25 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 70 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 70 jours à 70 % ;
  - de 26 à 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 80 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 80 jours à 70 % ;
  - 31 d'ancienneté dans l'entreprise et plus : maintien de salaire pendant 90 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 90 jours à 70 % ;
- en relais de la mensualisation :
  - 20 % du salaire brut pour chaque jour d'absence intervenant après le dernier jour d'absence ayant donné lieu à un complément de rémunération par l'employeur en application des dispositions conventionnelles sur la mensualisation pendant une durée maximale de 1 095 jours.

Le salaire brut pris en compte pour le calcul des indemnités journalières complémentaires correspond à celui retenu pour le calcul des indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale.

En tout état de cause, l'indemnisation du salarié par Agri-Prévoyance ne peut avoir pour effet de lui servir un revenu de remplacement net (indemnités journalières versées par le régime de base ainsi que les indemnités journalières complémentaires) supérieur à sa rémunération nette d'activité.

Les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières du régime de base.

En cas de rupture du contrat de travail, avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières versées par Agri-Prévoyance sont maintenues tant que dure le versement d'indemnités journalières par le régime de base.

## Article 74

### *Garantie incapacité temporaire de travail liée à une maladie ou un accident de la vie privée*

#### 1. Conditions et modalités d'indemnisation

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par un arrêt de travail et ouvrant droit aux indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale, les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires versées par Agri-Prévoyance, à la condition toutefois de justifier d'une ancienneté de 3 mois continus dans l'entreprise.

Le versement des indemnités journalières complémentaires intervient après un délai de franchise de 3 jours en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

#### 2. Montant de l'indemnisation

Les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires, versées par Agri-Prévoyance, soit égale à :

- en cas de maladie ou accident de la vie privée :
  - du 4<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> jour : 20 % du salaire brut ;
- pendant la période d'indemnisation au titre de la mensualisation :
  - de 1 à 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 30 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 30 jours à 70 % ;
  - de 6 à 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 40 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 40 jours à 70 % ;
  - de 11 à 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 50 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 50 jours à 70 % ;
  - de 16 à 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 60 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 60 jours à 70 % ;
  - de 21 à 25 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 70 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 70 jours à 70 % ;
  - de 26 à 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise : maintien de salaire pendant 80 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 80 jours à 70 % ;

- 31 d'ancienneté dans l'entreprise et plus : maintien de salaire pendant 90 jours à 90 % du salaire brut du salarié + 90 jours à 70 % ;
- en relais de la mensualisation :
  - 20 % du salaire brut pour chaque jour d'absence intervenant après le dernier jour d'absence ayant donné lieu à un complément de rémunération par l'employeur en application des dispositions conventionnelles sur la mensualisation pendant une durée maximale de 1 095 jours.

Le salaire brut pris en compte pour le calcul des indemnités journalières complémentaires correspond à celui retenu pour le calcul des indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale.

En tout état de cause, l'indemnisation du salarié par Agri-Prévoyance ne peut avoir pour effet de lui servir un revenu de remplacement net (indemnités journalières versées par le régime de base ainsi que les indemnités journalières complémentaires) supérieur à sa rémunération nette d'activité.

Les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières du régime de base.

En cas de rupture du contrat de travail, avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières versées par Agri-Prévoyance sont maintenues tant que dure le versement d'indemnités journalières par le régime de base.

## Article 75

### *Garantie invalidité et incapacité permanente*

#### 1. Conditions et modalités d'indemnisation

Agri-Prévoyance verse mensuellement aux salariés justifiant d'une ancienneté de 3 mois continus dans l'entreprise une pension d'invalidité complémentaire ou une rente accident du travail complémentaire, dès lors que ces derniers bénéficient au titre du régime de base :

- d'une pension d'invalidité de catégorie 2 ou 3 ;
- ou d'une rente accident du travail au taux d'incapacité au moins égal aux 2/3.

La garantie incapacité permanente intervient dès la date de reconnaissance de l'incapacité permanente par le régime de base de la sécurité sociale.

#### 2. Montant de l'indemnisation

Le montant de la pension ou de la rente versée par Agri-Prévoyance est égal à 30 % du salaire brut du salarié.

Le salaire mensuel brut, retenu pour le calcul des prestations complémentaires (pension d'invalidité ou rente accident du travail), correspond à 1/12 des salaires bruts des 12 derniers mois civils précédant l'arrêt de travail et ayant donné lieu à cotisations.

En tout état de cause, l'indemnisation du salarié prévue ci-dessus ne peut avoir pour effet de lui servir un revenu de remplacement net (pension ou rente du régime de base ainsi que la pension ou rente versée par Agri-Prévoyance) supérieur à sa rémunération nette perçue avant l'incapacité permanente.

Les pensions et rentes complémentaires versées par Agri-Prévoyance :

- sont revalorisées selon les mêmes modalités que les pensions et rentes du régime de base ;
- cessent à la date de liquidation d'une pension de retraite versée par le régime de base.

## Article 76

### *Garantie décès*

#### 1. Le capital décès

Cette couverture décès permet le versement d'un capital décès.

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire ;
- du fait volontaire du salarié, autre que le suicide.

Pour le bénéfice du capital décès de base, on entend par conjoint :

- le conjoint survivant non séparé de corps ou du cocontractant d'un Pacs ;
- à défaut, le concubin justifiant de 2 ans de vie commune avec le salarié ou d'un enfant né de leur union.

Pour le bénéfice de la majoration pour enfant à charge, sont considérés comme :

- enfant :
  - l'enfant du salarié (légitime, adopté ou reconnu, né ou à naître) ;
  - l'enfant recueilli par le salarié et pour lequel la qualité de tuteur lui a été reconnue ;
  - l'enfant qui a été élevé par le salarié pendant 9 ans au moins avant son 16<sup>e</sup> anniversaire ;
  - l'enfant dont la qualité d'ayant droit du salarié a été reconnue par le régime de base ;
- à charge :
  - les enfants âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
  - les enfants âgés de moins de 26 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et non indemnisés à ce titre ;
  - les enfants reconnus invalides au sens de la législation des assurances sociales, quel que soit leur âge.

#### Montant

En cas de décès d'un salarié sans condition d'ancienneté, Agri-Prévoyance verse à la demande du ou des bénéficiaires un capital décès de base d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge.

Le salaire annuel brut retenu, pour calculer le montant du capital décès, est celui qui correspond :

- au salaire brut des 4 derniers trimestres civils précédant le décès et ayant donné lieu à cotisations ;

- ou, le cas échéant, l'arrêt de travail pour maladie ou accident (dans ce cas, le salaire est revalorisé dans les mêmes conditions que les salaires servant de base au calcul des pensions vieillesse des assurances sociales, compte tenu des coefficients de revalorisation fixés par arrêtés et applicables à la date du décès), et ayant donné lieu à cotisations.

### Bénéficiaires

Le capital est versé en priorité :

1. Au conjoint survivant, à moins que l'assuré ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants (cette répartition ne pouvant réduire la part revenant au conjoint ou au cocontractant d'un Pacs ou à défaut au concubin à moins de 50 % du capital) ;

2. En l'absence de conjoint survivant, le capital est versé aux descendants.

En cas d'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- aux héritiers du participant.

Lorsqu'il y a attribution de majorations familiales (conjoint ou enfant à charge), chacune de ces majorations est versée directement à la personne au titre de laquelle elle est accordée ou à son représentant légal.

### Invalidité absolue et définitive

En cas d'invalidité absolue et définitive (3<sup>e</sup> catégorie), constatée par le régime de base de la sécurité sociale, interdisant au salarié toute activité rémunérée, et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès de base peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités.

Le paiement anticipé du capital décès met fin à la prestation capital décès.

### 2. La rente annuelle d'éducation

Pour le bénéfice de la rente éducation, sont considérés comme :

- enfant :
  - l'enfant du salarié (légitime, adopté ou reconnu, né ou à naître) ;
  - l'enfant recueilli par le salarié et pour lequel la qualité de tuteur lui a été reconnue ;
  - l'enfant qui a été élevé par le salarié pendant 9 ans au moins avant son 16<sup>e</sup> anniversaire ;
  - l'enfant dont la qualité d'ayant droit du salarié a été reconnue par le régime de base ;
- à charge :
  - les enfants âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
  - les enfants âgés de moins de 26 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et non indemnisés à ce titre ou invalides au sens de la législation des assurances sociales.

## Montant

En cas de décès, quelle qu'en soit l'origine, d'un salarié, sous réserve toutefois qu'il justifie de 12 mois continus ou non, d'affiliation à la garantie décès, il est versé à chaque enfant à charge, une rente annuelle forfaitaire en valeur de points, dont le montant est fixé par le conseil d'administration d'Agri-Prévoyance :

- a) Par enfant à charge ayant entre 0 et 10 ans révolus, le montant de la rente est égal à 50 points ;
- b) Par enfant à charge ayant entre 11 et 17 ans révolus, le montant de la rente est égal à 75 points ;
- c) Par enfant à charge ayant entre 18 et 26 ans révolus, sous la condition de poursuivre des études, le montant de la rente est égal à 100 points.

## Bénéficiaires

Cette rente éducation est versée au représentant légal de l'enfant s'il est mineur, et directement au bénéficiaire s'il est majeur.

### 3. L'indemnité frais d'obsèques

En cas de décès du conjoint ou d'un enfant à charge (tel que tous deux définis pour le bénéfice du capital décès au 1 du présent article) d'un salarié sans condition d'ancienneté, une indemnité frais d'obsèques est versée à la personne physique ayant supporté les frais d'obsèques.

Le montant de cette indemnité est égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

## Article 77

### *Institution de prévoyance*

La gestion du régime de prévoyance défini par la présente convention est assurée par Agri-Prévoyance, institution de prévoyance régie par le code rural, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

## Article 78

### *Taux, assiette, répartition des cotisations*

Les cotisations servant au financement des garanties définies dans le présent accord sont assises sur la totalité des rémunérations brutes entrant dans l'assiette des cotisations du régime de base de la sécurité sociale.

Leur versement relève de la responsabilité des entreprises visées par ladite convention.

Elles sont appelées pour les salariés justifiant d'une ancienneté de 3 mois continus dans l'entreprise (sauf pour la garantie décès, sans condition d'ancienneté) et sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes :

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail :	0,75 %	0,39 % (*)	0,36 %
- dont garantie légale	0,39 %	0,39 %	0 %
- dont garantie conventionnelle	0,36 %	0 %	0,36 %

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Invalidité	0,22 %	0,12 %	0,10 %
Décès	0,40 %	0,37 %	0,03 %
Total	1,37 %	0,88 %	0,49 %
Assurance des charges sociales patronales	0,14 %	0,14 %	
Total	1,51 %	1,02 %	0,49 %
(*) Il est rappelé que la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle, ainsi qu'à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, soit 0,39 %, est à la charge exclusive de l'employeur.			

Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique "Prévoyance" distincte des cotisations sociales obligatoires.

Un taux d'appel de 80 % sera appliqué sur les cotisations de la garantie incapacité temporaire et charge sociale, incapacité permanente et la garantie décès, pour une durée de 3 ans à compter de la date d'effet du présent avenant.

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	0,60 %	0,31 % (*)	0,29 %
Invalidité	0,18 %	0,10 %	0,08 %
Décès	0,32 %	0,30 %	0,02 %
Total	1,10 %	0,71 %	0,39 %
Assurance des charges sociales patronales	0,11 %	0,11 %	
(*) Il est rappelé que la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle, ainsi qu'à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, soit 0,39 %, est à la charge exclusive de l'employeur.			

## Article 2

Les articles 79, 80 et 81 du chapitre XIII *bis* de la convention collective des exploitations agricoles du Puy-de-Dôme du 25 octobre sont ainsi créés.



## « Article 79

### *Les suspensions de contrat*

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande auprès d'Agri-Prévoyance et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident ne donnant pas lieu à complément de salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois civil donnant lieu à complément de salaire par l'employeur, le bénéfice des garanties décès, incapacité permanente professionnelle est maintenu avec versement des cotisations correspondantes. Toutefois, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

## Article 80

### *Clauses de réexamen*

Conformément aux articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale, le régime de prévoyance mis en œuvre par le présent accord fera l'objet d'un réexamen, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garantie que de financement et de choix de l'organisme assureur.

En cas de dénonciation du présent accord par l'une ou l'autre des parties, l'organisme assureur concerné maintiendra les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation à leur niveau atteint à cette date, dans l'hypothèse où les partenaires sociaux ne procéderaient pas à la désignation d'un nouvel organisme assureur.

En cas de fin d'application d'une garantie suite à la révision du présent accord, l'organisme assureur concerné maintiendra les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation à leur niveau atteint à cette date, dans l'hypothèse où les partenaires sociaux ne procéderaient pas à la désignation d'un nouvel organisme assureur.

En cas de changement d'organisme assureur, l'organisme concerné transférera au nouvel assureur les provisions mathématiques correspondant aux prestations en cours de service à la date de la résiliation.

Ainsi, le nouvel assureur procédera au versement desdites prestations jusqu'à leur terme.

Les partenaires sociaux, en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, organiseront les modalités de la poursuite des revalorisations avec le nouvel organisme assureur et tout autre organisme pouvant assurer ce type de prestation.

## Article 81

### *Mise en œuvre*

Les modalités de mise en œuvre pratique des garanties prévues par l'accord font l'objet d'un protocole de gestion séparé qui définit entre les organismes assureurs désignés et les partenaires sociaux, notamment :

- la constitution d'une commission paritaire de suivi ;
- les réunions et le rôle de la commission paritaire de suivi ;
- la réalisation d'un bilan annuel sur les cotisations perçues, les frais de gestion, les prestations versées, les revalorisations instituées, les provisions constituées ;
- la transmission de données statistiques sur les entreprises et les salariés couverts. »

## Article 3

L'article 78 du chapitre XIV de la convention collective des exploitations agricoles du Puy-de-Dôme du 25 octobre devient l'article 82 du chapitre XIV de ladite convention.

## Article 4

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, déposé par la partie la plus diligente en deux exemplaires, dont une version sur support électronique, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 7 septembre 2009.

(Suivent les signatures.)